Un militaire ukrainien de la 24e brigade mécanisée tire avec un obusier automoteur 2s5 « Hyacinth-s » de 152 mm en direction de positions russes dans la région de Donetsk, le 20 août 2024.

Géopolitico Scanner

Depuis Gaza ou depuis l'Ukraine, le pire du risque de dérapage vers une 3ème guerre mondiale est-il déjà derrière nous ?

Face à la crainte d'une extension du conflit en Ukraine et à Gaza, les leaders russes, iraniens et du Hamas ont-ils la volonté de déclencher la Troisième Guerre mondiale ?

Atlantico : Alors que la guerre en Ukraine et celle à Gaza semblent toutes deux sur le point de dégénérer en conflagrations régionales, les différents acteurs de ces conflits sont-ils réellement prêts à étendre le conflit ? Allons-nous réellement connaître une extension de la guerre avec un conflit de grande ampleur digne d'une troisième guerre mondiale ? Quels sont les indicateurs qui montrent que malgré les tensions, le pire a sans doute été évité ?

Au regard des tensions à Gaza et en Ukraine, il est encore trop tôt pour dire que le pire a été évité. En revanche, à la date d'aujourd'hui, les différentes forces en présence n'ont pas souhaité aller plus loin que l'impensable. Pour l'instant, ces conflits sont éclatés dans des zones différentes mais avec des acteurs qui ont des liens entre eux.

L'Iran a des liens très profonds avec la Russie. Israël a des relations privilégiées avec les États-Unis. Les Américains sont également un acteur majeur au coeur de la guerre en Ukraine.

Au regard de la situation à l'international, les Etats-Unis sont redevenus les gendarmes du monde. Par leur poids économique et surtout militaire, ils sont capables de modérer les ardeurs guerrières des uns ou des autres et d'éviter que les conflits dégénèrent en guerre mondiale.

Pour qu'un conflit d'une telle ampleur éclate, il faudrait qu'il y ait deux camps. Il y a de multiples camps qui se regroupent en fonction des convergences d'intérêts qui sont plutôt régionales. Cela sape l'idée d'une guerre mondiale mais cela ne veut pas dire que les conflits ne seront pas étendus à l'échelle mondiale.

Le fait que le risque d'une troisième guerre mondiale soit pour le moment évité est-il lié au fait du manque de moyens militaires sur le plan international ? Cela s'explique-t-il par le fait que les économies de guerre et que de nombreux pays ne sont plus en capacité de mener un conflit de haute intensité et sur une longue durée ?

Cela participe sans aucun doute au recul du risque de Troisième Guerre mondiale. Le choix a été fait par de nombreux Etats occidentaux de ne pas développer leurs outils de défense. Ce choix est lié à l'économie et à la vision d'un monde pacifique. Après 1989 et la chute du mur de Berlin, les principes démocratiques et pacifistes ont dominé. Le principe était de ne pas mener de guerres, sauf en cas de légitime défense et de s'appuyer sur le respect du droit international par tous les Etats, avec la possibilité d'exercer des pressions non-militaires multiples (diplomatie, sanctions économiques…). La guerre de haute intensité était devenue impensable en Occident. Elle est revenue avec finalement une réalité de terrain en Ukraine.

Par le passé, il y avait des arsenaux par exemple en France. Il n'y avait pas d'obligation de rentabilité. Quand le gouvernement le décidait, l'objectif était d'être capable de fabriquer les armes souhaitées. Après la chute du mur de Berlin, l'industrie d'armement a été privatisée. Mais sans les contrats et sans les fonds qui vont avec, le privé ne se lance pas dans ce type de production. En outre, une guerre longue n'était pas envisageable dans les stratégies occidentales. Aussi de nombreux pays occidentaux disposaient et disposent de stocks assez faibles en armements et en munitions qui ne permettent pas de mener une guerre de haute intensité s'étendant sur plusieurs années.

Enfin, les puissances occidentales sont capables de mettre sur le terrain des équipements mais ils sont trop coûteux à la fabrication. Les Occidentaux produisent depuis des années de l'armement sophistiqué hyper coûteux, donc en nombre insuffisant. Il faut être capable de revenir à de l'armement peu coûteux et en masse qui permettrait de gagner les guerres à venir. Une transformation de l'économie est donc nécessaire. Il serait nécessaire de revenir à une capacité étatique de fabrication d'armement pour ne plus être dépendant de la logique de marché.

Selon les spécialistes des relations internationales, lorsque les guerres deviennent multilatérales avec plusieurs États qui engagent leurs troupes dans des combats directs, cela se produit généralement dans la première semaine du déclenchement de la guerre. Il est beaucoup plus rare qu'une guerre dégénère en conflit impliquant plusieurs Etats

après près d'un an de combat dans le cas de Gaza ou trois ans dans le cas de la Russie et de l'Ukraine. Ces éléments stratégiques et géopolitiques ne jouent-ils pas aussi un rôle majeur dans le fait que le pire a été évité ?

La Troisième Guerre mondiale pourrait survenir à cause d'un détonateur qui conduirait tous les Etats à la guerre. Qui aurait pu penser que l'attentat de Sarajevo, l'assassinat le 28 juin 1914 de l'archiduc François-Ferdinand, emmènerait les différentes nations dans une guerre mondiale ?

Théoriquement, la guerre est interdite aujourd'hui au regard des traités internationaux. Il n'est permis d'agir qu'en légitime défense, qu'en ripostant. Pourtant, il y a de nombreux exemples, y compris les Américains, où des puissances ont engagé des conflits sans être agressées. Aujourd'hui, les Etats et leurs dirigeants, lorsqu'ils estiment qu'ils sont légitimes à faire la guerre, « dernier recours pour faire valoir son droit » s'arrêtent beaucoup moins à la légalité de la faire ou de ne pas la faire.

Par ailleurs, faire la guerre en solitaire est difficile d'abord en termes d'image internationale, ensuite en raison du coût notamment humain. Les puissances engagées dans le conflit cherchent des alliés. Au Vietnam, les Américains n'étaient pas seuls. Il y avait les Coréens et les Australiens. Il y a donc des convergences d'intérêts.

La difficulté aujourd'hui concerne l'interdépendance. Les armements russes s'appuient en partie sur la technologie civile occidentale. La France dépend du combustible nucléaire pour faire fonctionner ses centrales alors que d'autres Etats dépendent du gaz venant de Russie. Une centrale de gaz qui a été prise par les Ukrainiens lors de la récente incursion en Russie a démontré que le gaz russe continuait d'approvisionner l'Autriche, la Slovaquie, la Hongrie et qu'il passait sans dommage à travers le territoire ukrainien. L'Ukraine touche des royalties de la Russie pour faire transiter ce gaz.

En effet, pour éviter le risque de guerres mondiales, les interdépendances ont été multipliées. Cela amène à s'interroger sur les risques, les avantages et les inconvénients de ces liens dans le domaine de la souveraineté, notamment au titre de la prise de décision rendue encore plus complexe dans le cadre d'une coalition. Cependant, ces interdépendances sont aussi des facteurs temporisateurs d'une éventuelle guerre mondiale. Les intérêts croisés empêchent le déclenchement d'un conflit de plus grande ampleur en raison des intérêts des uns et des autres.

Autre domaine, cette fois plus militaire, cela explique aussi pourquoi les Etats-Unis ne vont pas plus loin dans leur soutien à l'Ukraine. Il faut éviter que Vladimir Poutine, suite à l'invasion d'une partie de la Russie, réponde par ce que permet la doctrine nucléaire de dissuasion. Il faut éviter aussi que la Russie disparaisse en tant qu'Etat.

La doctrine sur la dissuasion nucléaire est-elle aussi un atout qui permet de lutter efficacement contre le risque d'un conflit mondial ?

L'objectif premier de la dissuasion nucléaire était d'empêcher la guerre. Cette dissuasion visait à prévenir des risques encourus par les nations ou les armées qui souhaiteraient entrer en guerre et envahir un territoire protégé par l'arme nucléaire. La riposte nucléaire est l'une des options en cas de ligne rouge franchie par un Etat adverse, celle de l'agression militaire.

Les Russes, face à l'incursion ukrainienne, sont attaqués sur leur territoire. La crainte serait de voir Vladimir Poutine utiliser l'arme nucléaire pour éliminer la menace sur son territoire venant de l'étranger. Mais le chef du Kremlin parle de lutte contre le terrorisme. Les armes nucléaires ne sont pas déployées contre le terrorisme. Tout est mis en place pour effectivement, y compris du côté russe par le discours officiel, éviter que certaines limites ne soient dépassées et qui conduiraient finalement à une guerre mondiale aujourd'hui. Une frappe nucléaire même limitée sur le territoire russe, serait un grave précédent aux conséquences incalculables dans les relations internationales à la fois par sa « banalisation » comme arme de guerre mais aussi par son influence vers une plus grande prolifération au profit des Etats non dotés à ce jour.

En cas d'incident majeur, par exemple des attaques massives de l'Iran en Israël ou une réponse de Poutine en Ukraine, les organisations internationales, la communauté internationale ou des acteurs comme les Etats-Unis ont-ils les ressources pour empêcher le déclenchement de la Troisième Guerre mondiale, comme lors de la crise des missiles de Cuba ?

Les organisations internationales n'ont pas de réels pouvoirs aujourd'hui. Il suffit de se reporter à l'action en Ukraine du Conseil de sécurité de l'ONU alors que sa mission est de préserver la paix. Face à ce problème, seule la force militaire est en capacité aujourd'hui de freiner l'escalade des tensions que ce soit à titre dissuasif ou en réaction. Fort heureusement, les militaires se parlent. Les communications entre les chefs d'état-major russe et américain sont maintenues pour éviter une situation plus grave. Le chef d'état-major des armées françaises a parlé à plusieurs reprises au début du conflit au chef d'état-major des armées russes.

Les politiques reçoivent les informations des chefs d'état-major qu'ils prennent en principe en compte tout comme ils utilisent ce canal pour faire passer les messages appropriés. La réalité des relations entre militaires permet de prévenir toute dégradation et donc d'éviter un éventuel conflit mondial.

Ce canal permet aussi de clarifier les paroles et les déclarations publiques tout comme le calibrage des actions. En avril dernier, entre l'Iran et Israël, il y a eu une réponse relativement modérée dans l'affrontement militaire. Le Proche-Orient aurait pu s'embraser. Il y a une modération raisonnable et raisonnée de tous les acteurs capables de se détruire afin que la situation ne dégénère pas. L'influence des acteurs internationaux comme les Etats-Unis joue aussi un rôle majeur sur le plan militaire et diplomatique. Les Américains ont mis en garde la Russie de tout emploi de l'arme nucléaire.

Tout est donc fait pour éviter que la guerre mondiale survienne dans le cadre du conflit à Gaza et en Ukraine. Le problème du détonateur persiste. La dépêche d'Ems en 1870 en est l'exemple. Sur une mauvaise compréhension d'une lettre, l'Allemagne et la France se sont fait la guerre et cela avait été exploité médiatiquement avec les moyens de l'époque.

En réalité, la Troisième Guerre mondiale a été évitée en Ukraine et au Moyen Orient car personne ne veut de cette guerre. Les pays et les gouvernants raisonnables sont prudents et souhaitent que la situation ne dégénère pas à Gaza et en Israël ainsi qu'en Ukraine.

Quant aux ressources, il n'est pas possible de fournir des armes plus sophistiquées à Kiev. Les puissances occidentales n'ont pas encore développé d'économies de guerre capables de répondre aux exigences de la guerre de haute intensité alors que des armes modernes ont déjà été distribuées. Face au dilemme de la guerre de haute intensité, les Ukrainiens développent et innovent en trouvant des armes nouvelles et pas chères, capables de frapper la Russie. Mais ils ne peuvent pas tout produire et tout fabriquer. Ils ont besoin de leurs alliés.

Bref, la guerre mondiale est évitable et n'est pas à l'ordre du jour aujourd'hui. Mais un détonateur pourrait y conduire. Cependant, les puissances pourraient s'agréger dans le conflit avec leur propre agenda, et non pas comme en 1939 -1945, sous la forme d'un bloc des démocraties libérales face aux Etats totalitaires. Aujourd'hui, le risque d'une telle coalition est sa fragilité notamment politique face à des Etats déterminés et agressifs.